

*Maxime Raymond
dit pourquoi
il lance un
nouveau mouvement
politique*



Causerie prononcée les 11 et 12 octobre 1942, aux postes
CKAC, CKCV, CHNC, CHLT, CBJ, CKCH, CKVD, CKRN, CHGB
par Maxime Raymond

●

"LES DOCUMENTS DU BLOC"
sont publiés

par

LE BLOC POPULAIRE CANADIEN

445 RUE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER

MONTREAL

Téléphone : HArbour 3285

●

127000

Le "Bloc populaire canadien"

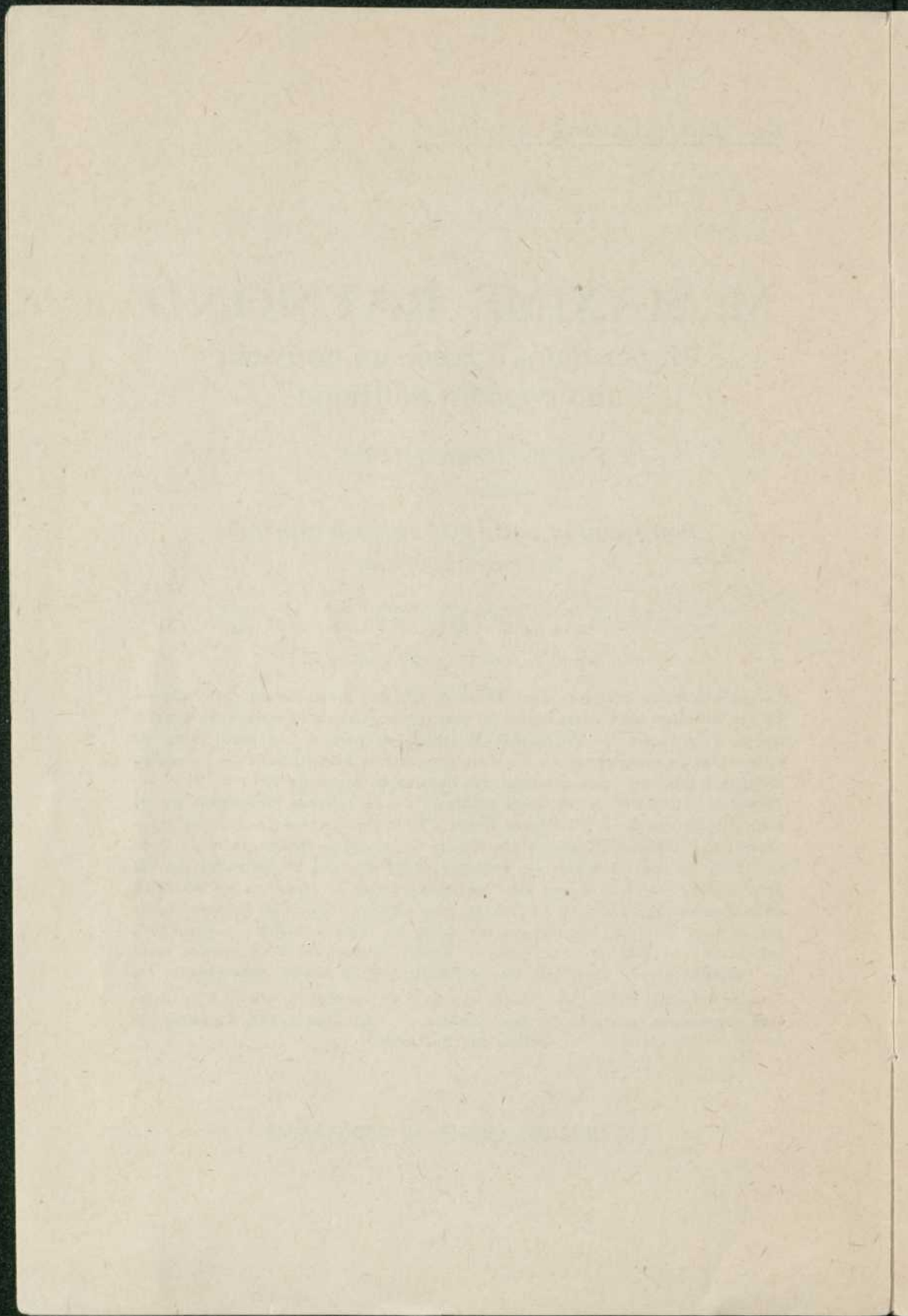
M. MAXIME RAYMOND

dit pourquoi il lance un nouveau mouvement politique

*Pour donner suite à la volonté exprimée
le 27 avril dernier*

Le public a perdu confiance dans les partis tels que présentement constitués — Ils ont tous violé leurs engagements les plus solennels et ne se maintiennent qu'au moyen d'équivoques — Ils abusent de l'esprit de parti — Le parti libéral ne diffère plus du conservateur — Les deux versent dans l'impérialisme — Le régime militaire présent est "pire que celui que nous avons connu de 1914 à 1918" — Pirouettes incessantes de nos chefs politiques — Le nouveau mouvement est né pour vivre et réussir — L'influence élevée d'Henri Bourassa — Le nouveau groupement se préoccupe uniquement de réaliser les destinées du Canada et du Québec, dans les deux domaines — Politique québécoise une et indivisible sur les deux terrains — Nous devons être canadiens-français et canadiens — Abolition de la dictature des partis — Le Canada, pays chrétien, "doit être gouverné comme un pays chrétien" — Respect des droits de toute minorité — Autonomie provinciale — Lutte au centralisme — Egalité absolue des deux grandes races — Problème général de la politique québécoise — La famille chrétienne et les intérêts familiaux d'abord — Fin des exploitations oppressives, guerre à la dictature économique, politique de bien commun — "Le Canada aux Canadiens, le Québec aux Québécois"

LES GRANDES LIGNES DU PROGRAMME



Mesdames, messieurs,

L'objet de cette causerie, qui, soit dit en passant a dû subir l'épreuve de la censure, est d'exposer les raisons qui ont motivé la formation du nouveau mouvement politique dont j'ai accepté la direction. Trois questions se présentent à l'esprit auxquelles je me propose de répondre:

1° Pourquoi un nouveau mouvement politique?

2° Pourquoi exercera-t-il son action dans le domaine provincial et dans le domaine fédéral?

3° Quel programme veut-il réaliser?

Pourquoi un nouveau mouvement politique?

Parce que le public a perdu confiance dans les partis politiques tels qu'actuellement constitués. — Et le public a perdu confiance, parce que les dirigeants, qui se maintiennent avec des équivoques, ont tour à tour trompé l'électorat, trahi leurs engagements, violé les promesses les plus solennelles. A peine élus sur la foi d'un programme prometteur, ils ont ignoré ce qu'ils avaient promis la veille, et c'est le règne des contradictions qui s'en est suivi. Et pour se maintenir au pouvoir, ou reprendre avec de nouvelles promesses le pouvoir perdu, ils font appel à l'esprit de parti, qui nous a fait tant de mal dans la province.

Je vous ferai grâce ce soir de la litanie des contradictions ou promesses violées des chefs politiques, tant dans le domaine provincial que fédéral, — nous en reparlerons en temps et lieu, — qu'il me suffise pour le moment de mentionner les promesses anticonscriptionnistes de M. Godbout pour se faire élire en 1939, et l'attitude de M. Duplessis s'opposant à la motion antiimpérialiste de M. Chaulout, en mars et avril 1939, alors qu'il était premier ministre, ce qui

vous permettra de les placer tous les deux au même niveau sur cette question.

Notre démocratie canadienne repose sur le système électif. D'après la Constitution de 1867, les citoyens de ce pays élisent des représentants au parlement fédéral et au parlement des diverses provinces. Depuis 1867, les élus du peuple se divisèrent généralement en deux grands partis: conservateurs et libéraux, et on se rend compte maintenant, à la lumière des événements, que l'on apprécie mieux, que ce fut un jeu de bascule. "Ote-toi de là que je m'y mette", semble avoir été le but dominant de l'un ou de l'autre de ces deux partis politiques canadiens. Et pour atteindre au pouvoir ou s'y maintenir, les chefs, sauf quelques exceptions, se souciaient beaucoup moins des idées, des réformes propres à promouvoir les intérêts généraux du Canada ou de l'une ou l'autre de ses provinces que d'employer des moyens inavouables pour tromper l'électorat et gagner ses faveurs.

A différentes périodes, des Canadiens désireux de sortir de ce borbier, formèrent des groupements dans l'espoir de briser les fortes lignes de ces deux vieux partis politiques. L'esprit d'une étroite partisanerie, le manque de ressources, l'indifférence de la foule, les empêchèrent de mener à bonne fin leur entreprise. Il fallut la présente guerre, le marasme moral et économique où elle nous fit descendre pour donner une vigueur nouvelle à cette volonté de se débarrasser enfin du joug que depuis si longtemps le parti conservateur et le parti libéral tiennent rivé au cou du peuple canadien.

Pendant un certain temps, le parti libéral se distingua du parti conservateur par son aversion pour l'impérialisme, son souci primordial des intérêts canadiens. Aujourd'hui, toute différence a disparu. Après avoir pendant vingt-cinq ans couru vers le pouvoir avec le cri de la conscription, les libéraux ont imposé à ce pays un ré-

gime militaire pire que celui que nous avons connu de 1914 à 1918.

Le plébiscite du 27 avril, les discussions publiques qui l'ont précédé et suivi, les volte-face et les pi rouettes que certains hommes politiques ont été forcés de faire, finissent par ouvrir les yeux, placèrent sous leur vrai jour les deux vieux partis et leurs chefs.

Spontanément, des citoyens se sont groupés en marge de ces deux organisations vermoulues, et leur premier succès fut le résultat dans Québec du plébiscite, le 27 avril dernier. Cette heureuse initiative, cet heureux commencement ne pouvaient pas demeurer sans lendemains. Un nouveau mouvement politique est formé. Il est né pour vivre et pour réussir; il vivra pour faire bénéficier de ses efforts notre population, dans l'arène fédérale, mais surtout et en tout premier lieu dans la province de Québec.

Si j'ai accepté la direction de ce nouveau mouvement politique, ai-je besoin de dire que ça n'est pas par intérêt personnel — je sais d'avance à quels ennuis je m'expose: injures, calomnies, de la part de ceux que ce mouvement contrarie — c'est déjà commencé d'ailleurs — mais peu m'importe, l'intérêt que je porte à notre patrie canadienne, l'amour profond et dévoué qui m'attache à la province de Québec me faisaient un devoir de me rendre aux sollicitations désintéressées, et je n'ai pas cru devoir me dérober. Mon passé politique est la meilleure garantie de ma sincérité. Je veux donner au succès de cette nouvelle organisation politique tout mon temps, toute mon énergie.

Elu en 1925, député libéral du comté de Beauharnois, je suis entré à la Chambre comme libéral, imbu de certaines notions de haute et sincère politique émises il y a une trentaine d'années par un homme que je n'ai jamais cessé d'admirer: Henri Bourassa. J'avais pris soin de bien définir ma politique, politique d'autonomie canadienne, qui était celle du parti libéral à cette époque. Je croyais à la sincérité

des chefs du parti libéral à qui j'ai donné un appui loyal tant et aussi longtemps qu'ils ne se sont pas éloignés de ces principes d'autonomie. Dix-sept années de séjour à la Chambre des Communes m'ont appris beaucoup de choses et m'ont permis de voir de près beaucoup de gens. Les événements des dernières années m'ont fait voir sous leur vrai jour certains hommes en qui j'avais confiance. Les déclarations du premier ministre à l'occasion du plébiscite, celles qui l'ont suivi, son attitude à l'égard de la province de Québec, une politique d'équivoque, ont plus qu'ébranlé la confiance que j'avais en lui, et m'ont fait croire qu'avant tout, il y avait le souci du pouvoir.

J'estime, par conséquent, qu'il est nécessaire, si nous voulons éviter les pires désastres, de constituer au-dessus de ces deux vieux partis un autre groupement, possédant une vue plus claire des choses de la politique canadienne, un autre groupement préoccupé uniquement de réaliser les destinées du Canada, celles de la province de Québec et aussi les destinées du peuple qui forme sa majorité.

C'est avec ces idées et dans ce dessein que j'ai accepté de diriger ce nouveau mouvement politique.

Pourquoi le nouveau mouvement politique exercera-t-il son action dans le domaine provincial et dans le domaine fédéral?

La force de notre mouvement, ce sera de porter son activité à la fois dans le domaine provincial et dans le domaine fédéral.

Personne, dans aucune province du Canada, n'admet entre les deux domaines cloison étanche. M. Aberhart, premier ministre de l'Alberta, a bien compris la nécessité d'avoir un groupe de députés fédéraux, puisque, après s'être emparé du pouvoir à Edmonton, il a fait

élire à Ottawa un groupe de députés qui exposent la doctrine créditiste à la Chambre des communes. M. Aberhart, sans vouloir discuter sa doctrine monétaire, a eu la bonne tactique, quels que soient les résultats qu'il ait obtenus. Il a vu juste en ce domaine et il a agi de façon à protéger son propre gouvernement provincial. Cette tactique est la seule qui puisse assurer le succès de notre mouvement. Et puisqu'il a cru nécessaire d'en agir ainsi pour promouvoir une doctrine monétaire, à plus forte raison devons-nous procéder de la même façon, puisqu'il s'agit pour nous, non pas de défendre une doctrine monétaire et financière, mais les intérêts de tout un peuple, du peuple canadien-français. Nous avons en mains, ne l'oublions pas, l'avenir des Canadiens français.

C'est parce qu'elles ne s'appuyaient pas sur un groupe fort et homogène, bien intentionné et bien inspiré à Ottawa que les rares tentatives de ressaisissement national à Québec ont tristement échoué. Il faut à Ottawa un groupe solide, nombreux, énergique qui travaille de concert avec celui de Québec. Les hommes que nous enverrons à Ottawa verront à soutenir et à protéger les intérêts vraiment canadiens tout d'abord, ce qui sera autant de gagné pour tous les Canadiens, les Canadiens de langue anglaise compris. Les hommes que nous enverrons à Ottawa auront ensuite la tâche de faire écho à nos justes revendications canadiennes-françaises dans le domaine fédéral. Enfin, ils sauront affirmer, à l'occasion, que la politique québécoise est une et individuelle, tout comme les députés des trois provinces de l'Ouest proclament, par leurs actions et leurs discours, que les intérêts du producteur de blé valent d'être défendus à Ottawa comme dans leurs provinces respectives.

D'autre part, se contenter de faire un mouvement fédéral et abandonner à un autre parti le domaine provincial serait un manque grave de prévoyance; notre vie sur le terrain social et économique dépend de notre Législature.

Voyez les efforts que fait le parti C.C.F. qui compte déjà quelques membres au fédéral, pour s'emparer du pouvoir dans une ou plusieurs provinces. Ils savent que leur parti aurait beaucoup plus de valeur s'il contrôlait une province. Un gouvernement provincial leur donnerait un noyau d'organisation qui leur permettrait de rayonner et d'aller vers de nouvelles conquêtes. Je ne vois pas pourquoi les Canadiens français envisageraient leur problème d'un point de vue différent. C'est la réalité constitutionnelle et politique qui indique ce qu'il nous faut accomplir.

Les deux vieux partis se sont toujours efforcés d'employer la même tactique. Les chefs du parti libéral n'ont jamais cessé de dire qu'il fallait être libéral à Ottawa et libéral à Québec. Et les chefs du parti conservateur ne sont pas fatigués de répéter qu'il importait d'être conservateur à Québec et conservateur à Ottawa. Pour ne parler que du parti libéral, le mieux favorisé de la fortune électorale depuis une vingtaine d'années, il s'est appuyé tantôt sur Québec tantôt sur Ottawa pour prendre le pouvoir à Ottawa ou à Québec, selon les circonstances. La jonction des forces libérales provinciales et fédérales a été un terrible instrument de sujétion. On a alors vu, mais contre nos intérêts bien compris, quel appoint pouvait apporter au groupe provincial un groupe fédéral bien organisé et, par ailleurs quel puissant appui le groupe provincial apportait au groupe fédéral. Chose certaine, si nous avions eu à Québec un gouvernement bien inspiré au point de vue national, les choses ne se seraient pas passées de la façon que vous savez depuis trois ans à Ottawa. Mais le gouvernement provincial s'est comporté comme le serviteur servile du gouvernement fédéral.

Si l'on a été capable d'être si longtemps libéral ou conservateur à Ottawa et à Québec, pourquoi serions-nous incapables pour une fois d'être Canadien français à Québec et à Ottawa? Avant d'être rouge ou bleu, nous sommes Canadiens fran-

çais. Nous sommes Canadiens français à Ottawa. Nous sommes Canadiens français à Québec. Nos intérêts nationaux sont en péril aux deux endroits. Nous y sommes menacés également: à Ottawa par la centralisation administrative à outrance; à Québec par une absence totale d'esprit national. Le réveil national doit s'opérer sur les deux terrains à la fois, sans arrière-pensée, sans réticences, avec un grand esprit de dévouement et une fierté vive. Si des hommes comme les gens de l'Ouest savent, pour des fins économiques et des intérêts agricoles, mettre de côté, à l'occasion, tout esprit de parti, je me demande pourquoi nous ne pourrions manifester le même détachement pour le plus grand bien, pour la délivrance de notre peuple. Nous concevons donc, pour notre part, cette double activité, comme s'entraïdant et se complétant l'une l'autre, comme une même fonction organique.

Moins que toute autre, notre province ne peut se payer le luxe d'une politique qui, par esprit de parti, compromette ou détruise à Ottawa ce qui se fait à Québec ou vice versa. Nous avons besoin d'être forts à Ottawa. Mais, pour être forts à Ottawa, nous avons besoin d'être forts chez nous. Si nos représentants au parlement fédéral n'ont pas le droit de trahir leur province pour les fins d'un parti, nous professons que les gouvernants de Québec n'ont pas le droit non plus de faire une politique qui affaiblisse ou ruine, devant le pays, le prestige ou l'avenir de la province.

Qu'on se rassure: nous avons l'intention de donner, comme par le passé, notre pleine et loyale collaboration à la vie politique de tout le Canada. Seulement, nous entendons bien nous refuser désormais à la dictature d'un parti ou d'un chef de parti. Notre collaboration, nous la mettrons à des conditions qui devront sauvegarder absolument et notre dignité et les intérêts de notre province.

Quel programme le nouveau mouvement politique veut-il réaliser?

Le temps réservé pour cette causerie étant limité, je ne vous indiquerai ce soir que les grandes lignes de notre programme, la voie que l'on entend suivre, les raisons principales qui nous font agir, le but à atteindre. D'autres occasions nous permettront de préciser les divers points de ce programme.

Quelles sont les idées essentielles sur lesquelles ce nouveau groupement s'appuiera pour amener un renouveau dans notre politique?

Une première directive s'inspirera des exigences spirituelles de notre population. Le Canada est un pays chrétien et qui doit être gouverné comme un pays chrétien. Il en va de même de chacune de ses provinces.

Cette pensée, mise à la base de notre politique fédérale ou provinciale entraînera des conséquences de droiture et de haute moralité qui ne pourront que faciliter les bons effets de l'action gouvernementale.

Dans le champ de la politique fédérale, nos activités auront pour objet les intérêts du Canada. Ces intérêts nous les défendrons en tenant compte du passé de notre pays, des motifs de sa constitution de 1867, des droits additionnels que son évolution lui gagna et que reconnu de façon évidente le Statut de Westminster. Convaincus que cette constitution repose sur une entente entre deux races, la française et l'anglaise, possédant chacune leurs traditions religieuses et nationales, nous lutterons pour empêcher la majorité d'abuser de sa force et pour l'amener à respecter les droits de la minorité, tous ses droits et dans tous les domaines.

C'est dire qu'Ottawa devra avant toute chose, respecter et rétablir dans son intégrité l'autonomie provinciale, telle que reconnue par les plus hautes autorités constitutionnelles.

Fils d'un petit pays qui a dépensé cent ans d'efforts pour obtenir le gouvernement responsable et pour faire reconnaître son individualité politique, nous voulons nous opposer de toutes nos forces au centralisme que nous ne craignons pas de dénoncer comme une doctrine révolutionnaire: révolutionnaire, parce qu'elle sape à sa base le pacte fédératif et national de 1867; révolutionnaire, parce qu'elle prépare à notre pays, trop divers par sa géographie, sa vie économique, sociale et culturelle, une ère sans fin de dangereuses convulsions.

Nous voulons encore que cesse à Ottawa ce régime d'humiliation qui contraint les Canadiens français au rôle de protestataires perpétuels pour la défense de leur langue, pour l'obtention de leur part légitime d'emplois dans l'administration, pour leur propre expression d'opinion sur les problèmes nationaux. Nous estimons d'ailleurs avoir autre chose à faire que protester éternellement. Par notre participation intelligente et active aux délibérations du parlement, nous avons à faire sentir dans la législation de notre pays, les caractères essentiels de la foi et de la race dont nous sommes 'es fils.

Dans le domaine provincial, notre effort tendra à donner à notre province une politique qui tienne compte de tous les problèmes, de tous les facteurs, de tous les éléments dont se compose la vie d'une nation et d'un Etat, et sans jamais en oublier ni la hiérarchie ni l'interdépendance.

Pour apporter une solution au problème économique, nous tiendrons compte de notre état social, de notre état culturel, et avant tout de nos ressources naturelles et des aptitudes et des moyens de notre population. Il n'y a pas chez nous qu'un problème ouvrier, un problème de l'agriculture, un problème de la colonisation, un problème de la forêt, un problème des forces hy-

drauliques, un problème des mines, un problème des pêcheries, un problème d'hygiène; il y a, au-dessus de tout, le problème général de la politique québécoise qui consiste à résoudre tous les problèmes énumérés ci-haut dans une vue d'ordre et de synthèse.

Il va de soi que nos premiers soucis iront au capital humain. C'est le plus précieux capital de tout Etat.

Le souci de ce capital exige au premier chef une politique familiale qui protégera, aidera la famille chrétienne, nombreuse, lui facilitera l'éducation et le placement de ses enfants. Et puisque le milieu le plus favorable au développement de la famille, c'est encore le milieu rural, une politique saine et intelligente ne doit rien négliger pour attacher l'homme au sol, soit par le soin donné à l'agriculture, soit par un système raisonné et pratique de colonisation. Agriculteur et colon devront sentir qu'ils sont redevenus chez nous les premiers fils du pays, ceux qui ont droit à la plus haute attention de l'Etat.

Le souci du capital humain nous fera accorder une attention spéciale à la santé publique. C'est très bien d'améliorer l'hygiène physique, en favorisant les unités sanitaires, les sanatoriums, les hôpitaux, mais c'est encore mieux de supprimer les causes qui peuplent indûment les sanatoriums et les hôpitaux.

Au lieu par exemple de guérir les méfaits des taudis, nous ferons disparaître les taudis. Nous exigerons un rajustement des salaires de façon que notre peuple puisse vivre dans des conditions hygiéniques normales. Et disons-le bien clairement, il n'y a pas de raison pour que l'ouvrier de la province de Québec, dont la valeur productive est reconnue, dont les charges de famille sont plus considérables, reçoive un salaire inférieur à celui qui est payé à l'ouvrier de la province d'Ontario.

Pourquoi le gouvernement de Québec permet-il qu'une même compagnie, exploitant une usine dans l'Ontario et une autre du même genre dans Québec, paie un salaire moins élevé aux ouvriers de notre province qu'aux ouvriers à son usine de l'Ontario?

Il n'y a pas de raison pour qu'une population de familles nombreuses — force de la province et force de tout le pays — soit contrainte, par l'insuffisante rétribution de son travail, d'abaisser indûment son niveau de vie, empêchée de loger et de nourrir convenablement ses enfants.

Pour remédier à ces maux de la classe ouvrière, le syndicalisme ouvrier peut compter sur notre entier appui.

Quiconque fait une revue des richesses naturelles de la province de Québec ne peut manquer d'être frappé par l'écart entre l'étendue de ces richesses dont la Providence a doté notre terre et le bien-être trop modeste, trop réduit de la généralité de notre population. Indéniablement ces richesses, par leur mode d'exploitation, profitent à trop peu. Quelques-uns même, par leur exploitation oppressive, appauvrissent le peuple et paralysent le développement de régions considérables de la province. Il faut que ces désordres cessent. Il faut que le patrimoine national serve d'abord au bien-être de la population; et nul gouvernement, sans manquer à son plus grave devoir, ne saurait tolérer qu'un capitalisme égoïste gaspille l'avoir commun, ou l'utilise contre le bien commun. Les intérêts individuels, fussent-ils les plus puissants n'ont pas le droit de se superposer aux intérêts de la collectivité. Et nous, nous le disons très haut, qui voulons établir, en notre province, un ordre social chrétien, nous sommes bien déterminés à ne plus tolérer, sur la vie du Québec, ce que l'on appelle la dictature économique, et nous verrons à appliquer sans retard ni faiblesse, les méthodes et les réformes les plus urgentes et

les plus appropriées pour y mettre fin.

Nous nous efforcerons d'orienter notre enseignement et notre éducation de façon que chaque individu apporte sa part de collaboration à l'oeuvre d'édification nationale.

Nous voulons que tout enfant du Québec soit orienté, utilisé dans le sens de ses aptitudes. Nous voulons qu'il trouve à proximité le type d'école approprié, école d'agriculture, école technique, école commerciale, collège classique, couvent, école ménagère ou autre, et que l'on cesse de voir ce grand nombre d'enfants et de jeunes gens qui entrent dans la vie sans préparation, sans métier, sans orientation, parce que près d'eux l'école appropriée à leurs besoins ne s'est pas trouvée.

Pour les mêmes fins toujours, nous exigerons que notre jeunesse soit formée en liaison étroite avec son pays, sa province, son histoire, sa culture, prête à collaborer, par toute son intelligence et toute son énergie, à la prospérité et à la mission de sa terre. Cet enseignement et cette éducation valoriseront notre capital humain, rendront chacun capable de forger soi-même, dans une grande mesure, son bien-être économique et social. Disons en passant que pour y parvenir encore plus sûrement, c'est notre intention de favoriser, chez nous, l'extension du système coopératiste, méthode éprouvée pour améliorer le sort des petits et développer le sens de la propriété et de la solidarité sociale.

Il nous paraît superflu d'assurer les minorités d'un traitement d'équité. Le Québec n'a qu'une garantie à offrir, mais il l'offre avec fierté: c'est tout un passé de justice, de fair-play, et même de générosité. Comme gouvernement, nous ne pouvons néanmoins oublier ce fait capital qu'un peuple habite cette province depuis trois cents ans, et que ce peuple constitue les quatre cinquièmes de la population. Le moins que ce peuple puisse exiger, c'est une politique de bien commun,

politique cela va de soi, qui ne peut être dirigée contre personne, mais qui, par définition, est une politique de justice et de droits égaux pour tous. Nous croyons, avec le premier ministre du Canada, avec le roi, avec la reine, à la mission de la province de Québec et de la nationalité canadienne-française. Comme dans le passé, et sans lésiner, nous donnerons à nos compatriotes de langue anglaise, tous les moyens de se développer culturellement selon le génie de leur race. Mais, de même, pour leur propre bien et pour l'avantage de tout le pays, nous voulons que les Canadiens français soient en mesure de s'acquitter avec puissance de leur mission culturelle. C'est notre droit et c'est même notre devoir, par l'encouragement à l'enseignement supérieur, aux lettres, aux arts, de faire de la province de Québec, un grand foyer de culture française en Amérique.

Pour désigner notre mouvement politique, nous n'avons pas voulu du mot "parti", dont on a tant abusé. Nous voulons un groupement de tous les esprits sains, de toutes les énergies saines, de tous ceux qui placent la province, la nationalité au-dessus des convoitises d'individu ou de castes. C'est pourquoi nous l'appellerons le "*Bloc populaire canadien*". Le *Bloc populaire canadien*, c'est-à-dire le rassemblement d'hommes venus de tous les horizons politiques, de tous les groupes professionnels, de toutes les couches du peuple, possédés de la conviction qu'il ne faut pas laisser l'heure unique, mais que le temps est venu de régénérer la politique du Québec, de susciter une ère nouvelle, de replacer résolument la province sur la route de son destin. *Bloc populaire canadien*, parce que nous voulons que notre peuple ait conscience que

son gouvernement n'est plus l'affaire ou la proie d'un groupe ou de quelques puissants, mais un gouvernement qui est au peuple et qui gouverne pour le peuple. Nous voulons, en particulier, que les Canadiens français cessent de se diviser, de se combattre, de se haïr, pour des enjeux où ne trouvent à gagner que certains profiteurs. Le *Bloc populaire canadien* ne repousse l'adhésion ni l'aide de personne qui place au-dessus de tout les intérêts généraux de la collectivité.

Nous faisons un appel spécial aux femmes et à la jeunesse du Québec, à tous ceux qui souffrent de la situation actuelle, pour avoir trop suivi de mauvais bergers. Les réformes, l'ère nouvelle que nous promettons, sont-elles de réalisation possible? Parce que nous sommes sûrs de nos intentions et de nos volontés, et parce que nous sommes sûrs de la réponse de notre peuple, nous répondons par un oui énergique et confiant. Nous ne nous dissimulons point les réactions violentes auxquelles vont se livrer les vieilles formations politiques aidées par les puissances occultes que l'on sait. Nous les vaincrons si tous les éléments sains de notre peuple sont décidés à les vaincre. Hier, dans un mouvement de splendeur unanimité, notre peuple a fait au plébiscite la réponse que vous savez, réponse qui sera connue dans l'histoire comme celle du "*Bloc des Non*".

Contre les mêmes périls, contre les hommes qui ont perpétué, dans la province, le désordre économique et social, nous demandons aux hommes et aux femmes du Québec de reformer le même bloc, et quand viendra la lutte, nous inspirant de cette devise: "Le Canada aux Canadiens, le Québec aux Québécois", soyons assurés que notre bloc sera le bloc victorieux.

Deacidified using the Bookkeeper process.
Neutralizing agent: Magnesium Oxide
Treatment Date: Dec. 2006

Preservation Technologies

A WORLD LEADER IN PAPER PRESERVATION
111 Thomson Park Drive
Cranberry Township, PA 16066
(724) 779-2111

Tous les Canadiens français se réjouissent de ce réveil
de la conscience nationale!

BNQ



C 000 127 000

Plus de clans, plus de groupes, plus de partis,

UN SEUL BLOC

Plus de chefs, mais

UN CHEF



- Ecoutez les causeries du Bloc, à la radio.
- Lisez les "Documents du Bloc". Passez-les à vos amis.
- Devenez des propagandistes du Bloc, dont le programme tend à assurer la libération du Canada français et la mort des vieux partis politiques.
- Faites-nous part de vos commentaires et suggestions.

Le BLOC POPULAIRE CANADIEN

445 rue Saint-François-Xavier

— Montréal

Harbour 3285

IMPRIMERIE POPULAIRE, Limitée — 430 est, rue Notre-Dame, MONTREAL

127000